

EU BUDGET



Philippe STIRNWEISS, © European Union 2017 - Source: EP

Le Parlement européen débattant du budget de l'UE pour 2018 à Strasbourg

UN ÉLÉPHANT DANS LA PIÈCE EUROPÉENNE : LA QUESTION DU BUDGET

par Nicolas Leron

Bien plus qu'une question de stabilisation macroéconomique d'une zone monétaire sous-optimale, la question du budget européen relève de la dimension constitutive d'une communauté politique. L'UE souffre d'une crise de la puissance publique qui appelle un saut budgétaire, seul à même de fonder une démocratie européenne digne de ce nom.

Et si la crise européenne était d'abord une crise du regard, le fait d'un certain regard ? Le regard "économiste" qui appréhende, et donc quelque part façonne,

la réalité européenne au travers de la sous-optimalité de la zone euro et de l'incomplétude de l'Union économique et monétaire. Le maître mot, l'objectif de toutes les réformes sera stabilité. Et

non démocratie. Mais en renversant l'économie par le politique, en prenant comme point de départ la question démocratique, la crise européenne devient autre : une crise de la puissance publique.

C'est alors qu'apparaît sous un nouveau jour le budget de l'Union européenne (UE). Celui-ci semble relever de prime abord de la technique comptable obtuse, doublée d'un savant jeu de clés

#EUBudget
“Absence de pouvoir budgétaire européen et réduction du pouvoir budgétaire national : l’UE souffre d’une crise structurelle d’impuissance publique.”
@nicolasleron



de répartition entre Etats membres. Bref, un sujet des plus rébarbatifs pour le commun des mortels comme pour le spécialiste des questions européennes qui préférera porter son attention sur les enjeux brillants et sonores de l'intégration européenne. C'est souvent ainsi qu'un éléphant au milieu d'une pièce passe inaperçu, qu'il échappe au regard du visiteur comme du maître des lieux. Le budget de l'UE est cet éléphant au milieu de la pièce européenne.

Pourquoi donc ? Parce que le budget constitue la chair de la démocratie, la substance d'une puissance publique et du pouvoir politique du citoyen. La démocratie parlementaire commence conceptuellement et historiquement par le vote du budget, c'est-à-dire par le vote des recettes, à savoir la part de richesse collective qu'une communauté politique décide de se donner à elle-même, puis le vote des dépenses, à savoir les biens publics que cette communauté politique décide de

produire pour elle-même. En effet, si la démocratie est un *demos*, elle est surtout un *kratos*, une capacité collective d'agir sur la réalité commune, ce qui se traduit par une puissance publique qui elle-même repose sur le pouvoir budgétaire du parlement. C'est le budget qui confère la capacité aux citoyens de choisir entre différents grands programmes de politiques publiques, puis de voir leur choix effectivement mis en œuvre par la majorité élue.

Le Parlement européen a bien une compétence budgétaire, celle de voter le budget. Mais le budget qu'il vote n'est pas un budget politique. Avec son 1% du PIB de l'UE, il relève du budget technique dont l'ordre de grandeur est à rapprocher des 0,7% que l'ONU prescrit aux Etats en matière d'aide au développement. Le Parlement européen n'a pas de capacité budgétaire, donc de véritable pouvoir budgétaire. Il n'est pas un parlement et l'UE, dépourvue de véritable parlement, n'est pas une démocratie. L'UE repose sur un système sophistiqué d'équilibre des pouvoirs, assure une transparence institutionnelle, respecte l'Etat de droit et garantit un haut niveau de protection des droits fondamentaux. Mais elle n'est pas une démocratie car il lui manque un parlement doté d'un véritable pouvoir budgétaire.

L'absence de budget politique européen, l'absence d'une démocratie européenne n'est pas sans conséquence sur les démocraties nationales

des Etats membres. L'Europe de la règle, celle du marché intérieur et de la discipline budgétaire, contraint et donc réduit le pouvoir budgétaire des parlements nationaux, ce qui affecte mécaniquement la vitalité démocratique des Etats membres. Absence de pouvoir budgétaire européen et réduction du pouvoir budgétaire national : l'UE souffre d'une crise structurelle d'impuissance publique.

Bien plus qu'une démocratisation institutionnelle de l'Europe, l'essentiel est de fonder la démocratie européenne par un nouvel acte fondateur européen, comme le furent le marché intérieur et la monnaie unique. Laissant de côté l'improbable saut de souveraineté, qui tend en pratique à déboucher sur un saut en arrière, appelons à un saut démocratique, c'est-à-dire un saut de puissance publique.

#EUBudget “La démocratie parlementaire commence conceptuellement et historiquement par le vote du budget”
@nicolasleron



La question du budget européen n'est pas une question de stabilisation macroéconomique d'une zone monétaire sous-optimale, ni une question de solidarité des Etats créditeurs en échange d'une

responsabilité des Etats débiteurs. Elle relève de la dimension constitutive du politique. Car c'est en se dotant d'un budget politique que les Européens seront en capacité de faire, et donc de faire société.



> AUTEUR

Nicolas Leron est Président fondateur du think tank EuroCité. Il est le co-auteur de “La Double démocratie. Une Europe politique pour la croissance” au Seuil en 2017, coécrit avec Michel Aglietta.